



Crédit photo : Hubert Hayaud/Moderne Multimédias

Willie Jackson, ex-détenu et résident du West Side de Chicago. La pratique du yoga en prison a complètement changé sa vie. Serait-ce de l'*empowerment* ?

REPORTAGE À CHICAGO ET DETROIT

L'empowerment à l'américaine

À Detroit et Chicago, villes dévastées par la crise, des initiatives privées et des philanthropes aident des populations démunies. L'empowerment leur donne les moyens de se tirer d'affaire par leur propre « volonté » grâce à l'éducation, l'entrepreneuriat... et leur communauté.

Ce soir du 21 juin 2016, l'auditorium de la Chase Tower à Chicago est plein à craquer. 150 diplômés du programme One Million Degrees participent à leur « collation de grades » avec leurs proches, leurs parrains et des anciens. Dès qu'un nouvel élève monte sur l'estrade pour recevoir son certificat, la salle applaudit, survoltée. On reconnaît dans le public des jeunes femmes et hommes de tous les horizons ethniques, parmi lesquels beaucoup d'Afro-Américains des quartiers populaires de la ville – South Side, West Side, Woodlawn. Des enclaves à majorité noire et latino, au taux de chômage deux fois plus élevé que la moyenne de Chicago. Une seule chose transcende les différences culturelles et relie tous ces jeunes, qui n'auraient jamais imaginé être fêtés dans l'un des gratte-ciel du centre-ville : l'inaccessibilité aux études supérieures. Au pays de l'Oncle Sam, seuls les vétérans des forces armées bénéficient d'une gratuité scolaire complète fournie par l'État via le *G.I. Bill*. Les frais atteignent facilement plus de 20 000 dollars par an dans une université moyenne – obstacle infranchissable pour les plus démunis. C'est cette inégalité de chances que corrige l'association One Million Degrees : elle soutient les étudiants peu fortunés des *Com-*

munity Colleges, écoles publiques proposant des cursus de deux ans, moins onéreux que ceux des universités, et permettant aux meilleurs d'y accéder ensuite. Les volontaires de l'association parrainent un, deux ou trois étudiants. Ils offrent tous types de soutiens, dont un financement *via* l'association et ses partenaires. Ces appuis peuvent aussi provenir des parrains eux-mêmes, des aides ou des prêts obtenus grâce à eux. One Million Degrees donne à ces jeunes, que les parents ne peuvent aider et qui ont besoin de garanties « de l'extérieur », les moyens de s'en sortir par eux-mêmes¹.

Telle est la philosophie de « l'empowerment à l'américaine » qui se développe depuis des années bien au-delà de la seule éducation, d'un bout à l'autre des États-Unis : non plus « assister » sans différencier les bénéficiaires, à la façon des aides de l'État fédéral, mais accompagner ceux qui veulent s'extirper du dénuement, en jouant la carte des communautés. Autrement dit : donner du pouvoir aux plus pauvres ou précaires en s'appuyant sur leur motivation personnelle et le soutien collectif. Mais une telle démarche peut-elle toucher les plus démunis d'entre les démunis ? Et avec quelles limites dans l'ensemble de la société américaine ?

POUR QUE LES DÉMUNIS AUSSI AIENT UN DIPLÔME

L'avenir de Karina Esparza, mère de trois enfants, divorcée, demeurée femme au foyer, semblait bien incertain à l'âge de 37 ans. « *Je me suis mariée très jeune et l'ai été durant quinze ans. Je n'avais ni éducation ni expérience de travail. Sans aucune qualification, je ne voyais pas comment j'allais faire pour soutenir ma famille* », raconte-t-elle. Elle a entendu parler de One Million Degrees, a postulé et a été reçue en 2013. Trois ans plus tard, elle a obtenu un *Associate's degree* en arts du Daley College, situé dans le South Side, et souhaite maintenant « *étudier la psychologie* » à l'université. « *Ces gens, dit-elle à propos de l'association et de son parrain, m'ont fortement aidée à prendre de bonnes décisions. Ils agissent comme des mentors, vous encadrent, vous rattrapent si vous trébuchez. Une vieille expression dit qu'il faut un village pour élever un enfant. J'y crois : le programme de One Million Degrees a en quelque sorte été mon village.* »

Le cas de Karina détonne un peu, de par son âge relativement avancé, car la moyenne d'âge des étudiants soutenus par One Million Degrees est de 27 ans. « *La plus grande partie d'entre eux vient de quitter la high school (l'équivalent du lycée) et ont 17 ou 18 ans* », explique Alison Lipsman, coordinatrice du programme, qui précise : « *Mais on a aussi des gens de 60 ans, qui ont été licenciés et ont besoin d'un diplôme pour garder leur place dans le monde du travail.* »

Depuis les fauteuils de l'immense auditorium, chacun voit le logo de la JP Morgan Chase & Co, sponsor de l'événement.

Certains, tout sourire, se font prendre en photo juste en dessous. Savent-ils que cette banque a écopé, fin novembre 2013, d'une amende record de 13 milliards de dollars pour solder l'affaire de la crise des *subprimes* ayant abouti au crash économique de 2008 ? Ce soutien de la JP Morgan Chase & Co à une cérémonie en l'honneur de jeunes de banlieues dévastées par la crise peut choquer, pourtant il est intimement lié au fonctionnement du pays. Nicolas Duvoux est un sociologue qui a mené une enquête de près d'un an auprès d'une fondation dans un quartier défavorisé de Boston². Il identifie une forme de convergence, entre, d'un côté, « *des registres d'action de l'ordre de l'empowerment, visant à une transformation locale de la société à partir de l'implication de la population* » et, d'un autre côté, « *une logique de financement par les grandes organisations pri-*

« Retourner à l'école, c'est le ticket pour l'empowerment économique et davantage de liberté. »

ALISON LIPSMAN

*vées, notamment philanthropiques, dont le développement est, lui, très clairement corrélé avec l'augmentation des inégalités dans la société*³. » De fait, les trois premières sources de financement de One Million Degrees sont des fondations (32 %), surtout philanthropiques, des grandes entreprises (15 %) telle la JP Morgan Chase & Co qui a sponsorisé la remise de diplômes, et enfin des citoyens mécènes (14 %). Ce système de solidarité, majoritairement fondé sur le mécénat et la philanthropie, n'est-il pas auto-entretenu par la dichotomie croissante entre des nantis qui s'enrichissent toujours plus (et financent la solidarité) et des démunis qui s'appauvrissent encore (et qui ont de plus en plus besoin de cette même solidarité) ? Autrement dit, s'interroge Nicolas Duvoux : ce type d'empowerment, aussi justifié soit-il au niveau de ses bénéficiaires des banlieues de Chicago, ne permet-il pas de justifier *a posteriori* le fort niveau d'inégalités de l'ensemble de la société américaine ?

L'EMPOWERMENT ÉCONOMIQUE DANS LA SOCIÉTÉ DU WORKFARE

One Million Degrees sélectionne les 100 à 150 « démunis » soutenus chaque année, sans dogme *a priori*, privilégiant les



Une jeune diplômée du programme One Million Degrees, souriante et fière. Au-dessus d'elle, on remarque le logo de la JP Morgan Chase & Co. La banque, qui a reçu une amende pour sa responsabilité dans la crise des *subprimes*, se rachète-t-elle une bonne conscience?



Des résidents du South Side visitent l'exposition du photographe ghanéen James Barnor à la Stony Island Arts Bank de la Rebuild Foundation. Cette banque transformée en lieu d'art était jadis la seule à accorder des prêts aux membres de la communauté noire de Chicago.

«individus motivés, qui veulent faire plus que simplement survivre avec un emploi au salaire minimum», explique sa coordinatrice Alison Lipsman. «Les gens de Chicago désirent plus de diversité dans la main-d'œuvre», dit-elle, assumant sans réserve le modèle social dit «libéral résiduel» des États-Unis, et la prééminence qu'il accorde au travail, avant d'ajouter : «Retourner à l'école, c'est un ticket pour l'empowerment économique et davantage de liberté.»

En écho à ces propos, c'est à Detroit, ville sinistrée qui incarnait le rêve américain avant l'effondrement de l'industrie automobile, que Gary Wozniak présente Recovery Park. Il définit ce projet comme «une entreprise sociale» et utilise le même mot-clé : «Notre objectif, c'est l'empowerment – permettre aux gens de reprendre le contrôle de leur vie. Des ex-détenus, des personnes de retour de désintox, des analphabètes, des gens ayant des problèmes de santé mentale : tous, nous les aidons à se reconstruire afin qu'ils puissent redonner à la communauté ce qu'elle leur aura apporté.»

Gary Wozniak est une figure digne du film *Wall Street* d'Oliver Stone : ex-courtier en bourse, workaholic et cocaïnomane se présentant comme un «homme d'affaires» ayant lancé «huit entreprises au cours des trente-cinq dernières années». Un séjour en prison et un autre en désintoxication l'ont incité à fonder

Recovery Park en 2008. «89 000 personnes vivaient autrefois dans ce quartier de Detroit. Aujourd'hui, elles ne sont plus que 4 200, soit une chute de 96 % de la population», dit-il en arpentant les ruines d'un ancien marché public et de bâtiments écaillés aux fenêtres éclatées, dont certains portent les traces d'incendies allumés par des squatteurs. Detroit «a perdu deux

« Les tomates se contrefoutent de savoir si vous sortez de prison ou si vous êtes analphabète. »

GARY WOZNIAK

tiers de sa population au cours des cinquante dernières années. Voyez aujourd'hui, tous ces terrains vides, autrefois pleins de vie. L'accès à la nourriture est difficile : c'est un désert alimentaire. J'ai grandi en région rurale. Alors je me suis dit : pourquoi ne pas



Malik Yakini, directeur de la D-Town Farm à Detroit, qui propose un programme appelé «nourriture et saveurs» pour les adolescents de 14 à 16 ans. Il leur apporte aussi des notions d'entrepreneuriat.

essayer l'agriculture commerciale ? (...) Detroit ne compte plus que 650 000 personnes. La ville abrite par ailleurs 100 000 adultes sans emploi ou avec un emploi précaire. Or l'agriculture ne requiert pas de compétences spécialisées, et les tomates se contrefoutent de savoir si vous sortez de prison ou si vous êtes analphabète».

Gary Wozniak a «décidé de jouer la carte du système plutôt que de s'y opposer». Il assume l'ambition business de son projet social. Cet *empowerment* économiquement libéral qu'il revendique, comme bien des acteurs de la solidarité aux États-Unis, trouve l'une de ses sources dans l'évolution du modèle social américain. Il y eut d'abord le déclin des ressources fiscales des municipalités, la décentralisation et la privatisation des systèmes de protection et d'accompagnement social à partir de l'ère Reagan, au début des années 1980. Puis la loi du 22 août 1996 s'est traduite par le démantèlement de l'assistance sociale. La suppression du versement automatique d'allocations fédérales aux plus démunis et son remplacement par un versement sous conditions limité à un maximum de cinq ans afin, selon la loi, de favoriser le retour à l'emploi, ont transformé le *Welfare State* en *Workfare State*. Vingt ans plus tard, discuter avec les acteurs et les bénéficiaires d'entreprises sociales tel Recovery Park ou des fondations philanthropiques de Detroit, Chicago ou Boston permet de comprendre la puissance de ce sentiment, partagé jusque chez les plus pré-

caires. Aux yeux de tous ou presque, les aides directes de l'État fédéral seraient *in fine* «bureaucratiques» et alimenteraient «la dépendance et la passivité» des personnes aidées.

UNE SOLIDARITÉ QUI PASSE PAR LES COMMUNAUTÉS

La notion attrape-tout d'*empowerment* peut prendre de multiples formes. Ainsi le yoga en prison. Condamné pour meurtre à 19 ans, Willie Jackson n'aurait jamais soupçonné qu'une activité qu'il considérait de prime abord comme «efféminée» allait bouleverser sa vie au point de lui permettre de «s'en sortir», après vingt-trois ans de taule. Aux États-Unis, le yoga sert désormais à remettre «bien dans leur vie» des ambulanciers stressés, des vétérans de guerre, des femmes victimes de violence... et des détenus voulant se réinsérer. C'est ce que propose Yoga at The River, fondé par des prisonniers de l'Illinois River Correctional Center à Canton, dans l'Illinois, et dont a profité Willie Jackson, qui donne désormais lui-même, bénévolement, des cours de yoga. Nous ne sommes pas loin, ici, de l'idéal de «l'entrepreneur de soi», des pratiques telles que le yoga permettant à l'être humain perdu ou abîmé de se réapproprier son avenir, donc de redevenir «méritant». Mais ce type de démarche «éman-



Gary Wozniak au milieu de terrains abandonnés comme il y en a tant à Detroit, ville sinistrée. Ils devraient bientôt faire partie de sa ferme urbaine Recovery Park.

cipatrice » ne se résume pas à un éloge de l'effort individuel. Les projets d'*empowerment* seraient en effet incompréhensibles sans ce que Nicolas Duvoux appelle « *le lien social américain* ». Il relie le mérite individuel à l'appartenance à une communauté: une sorte de « *volontarisme, association paradoxale d'un fort individualisme et d'une forte préférence pour le groupe* »... Dans ce grand pays fédéral, fondé sur une méfiance historique vis-à-vis de l'État central, les systèmes d'entraide se déploient le plus souvent à l'échelle des communautés d'appartenance, territoriales, ethniques, sportives, universitaires, etc.

De fait, la pratique du yoga, dans et en dehors des prisons de l'Illinois, fait communauté. La cérémonie de l'auditorium de la Chase Tower à Chicago est ouvertement conçue pour consolider la « communauté » de One Million Degrees. Gary Wozniak parle lui aussi de devoirs vis-à-vis de sa communauté, sans préciser laquelle. Enfin, il y a des initiatives dont l'existence n'est dédiée qu'à une seule communauté, se positionnant parfois en résistance. C'est le cas du Detroit Black

« Les dons de charité et les événements à l'hôtel de ville, ça ne ressemble pas à de l'empowerment. »

THEASTER GATES

Community Food Security Network, dont la philosophie est « *l'entraide noire* », selon l'un des responsables de sa D-Town Farm, Malik Yakini. Elle propose des programmes de formation gratuits pour les jeunes. Dans cette ferme d'agriculture urbaine de Detroit, toute une économie alternative se met en place : « *Les bénévoles gagnent ce que nous appelons des D-Town dollars, explique Malik Yakini. Chaque heure travaillée rapporte un D-Town dollar (...). Ils sont échangeables contre nos produits. C'est une sorte d'économie circulaire.* » Soit un *empowerment* qui, lui, se veut politique, « *contre les trois systèmes d'oppression de la société américaine: le capitalisme, la suprématie blanche et le patriarcat qui mine la condition des femmes* », dit encore Malik Yakini.

LES LIMITES DE LA LOGIQUE PHILANTHROPIQUE DE L'EMPOWERMENT

La démarche de la D-Town Farm rejoint celle d'un artiste de 43 ans, Theaster Gates. Il a choisi le South Side de Chicago dont il est issu pour établir sa Rebuild Foundation. Son ambition: redonner une fierté à la communauté noire de la ville en lui donnant l'accès à son héritage culturel, celui de Martin Luther King et du bluesman Robert Johnson, et aussi en l'initiant à un art plus contemporain. « *À travers nos programmes incluant la transformation du quartier et la création d'emplois, les programmes pour la jeunesse, les expositions publiques, nous essayons de combler les déficits culturels qui existent dans la ville* », dit Theaster Gates. Sa fondation gère cinq sites à vocation artistique ou culturelle, dont la Stony Island Arts Bank, grande bibliothèque abritant de nombreux ouvrages consacrés à l'histoire des Noirs, servant aussi de galerie d'art. Dans la même veine, la Black Cinema House présente des films de réalisateurs afro-américains, tandis que la Dorchester Arts and Housing Collaborative est une résidence qui offre des logements aux artistes afin de les attirer dans le quartier.

À une échelle bien plus modeste que son homonyme, créateur de Microsoft, la fondation de ce Gates noir existe grâce à huit partenaires majeurs, dont quatre fondations (James L. Knight, Kresge, Bloomberg Philanthropies et Surdna) et une multinationale: Boeing. Theaster Gates profite de l'extraordinaire croissance de la philanthropie aux États-Unis, dont les dons ont triplé en vingt ans. Mais il regrette que « *l'argent et le pouvoir proviennent de l'extérieur de la communauté noire* », ajoutant: « *Les dons de charité et les événements à l'hôtel de ville, ça ne ressemble pas à de l'empowerment.* » Il a le sentiment, dit-il, de « *mendier* », dépensant d'énormes budgets – pour lui gâchés – en quête de moyens financiers. En effet, la distribution des fonds entre tous les organismes de solidarité demeure la prérogative de bailleurs qui mettent chacun en compétition et transforment leur recherche de moyens en concours de beauté dont les juges sont les plus grandes fortunes de l'Amérique. Quant à l'impact réel d'une fondation comme la Rebuild sur les résidents noirs du quartier, elle reste problématique. Pour la plupart, même lorsqu'ils dorment sur les marches de son entrée ou passent tous les jours devant, ils ne la connaissent pas: faute d'aides suffisantes, ils se battent au quotidien pour survivre sans se préoccuper de culture, même noire...

Martin Forgues

1. Voir dans solidarum.org les reportages vidéo réalisés à Chicago et Detroit.

2. Nicolas Duvoux, *Les Oubliés du rêve*

américain, Philanthropie, État et pauvreté urbaine aux États-Unis, Paris, PUF, 2015.

3. Voir la vidéo « Nicolas Duvoux:

l'empowerment, au cœur de l'action sociale » dans solidarum.org.



SOLIDARUM

Base de connaissances pour
l'invention sociale et solidaire

Cet article en format PDF est directement tiré de ***Visions solidaires pour demain***, revue papier annuelle dont l'objet est de réfléchir à ce qu'est, et ce que pourrait être dans le futur, la solidarité sociale. Ce fichier PDF est accessible au sein de la base de connaissances ***Solidarum***, plateforme en ligne, gratuite et évolutive, qui propose à la consultation et au téléchargement des médias vidéo, texte, son et image : des visions et reportages créés spécifiquement pour elle, en *Creative Commons*.

Solidarum et ***Visions solidaires pour demain*** sont édités par la Fondation Cognacq-Jay et réalisés par une rédaction autonome dédiée, avec l'appui d'un comité éditorial composé en majorité de personnalités extérieures à la Fondation.

www.solidarum.org